

Sauvé, le refuge solidaire de Briançon s'adapte à de nouveaux arrivants

PAR NEJMA BRAHIM

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 28 AVRIL 2021

Alors qu'il risquait la fermeture, le refuge qui accueille les exilés venant par l'Italie va poursuivre son activité dans de nouveaux locaux. Des familles de plusieurs générations, mais aussi de jeunes Marocains, y font désormais étape.



Ezzatollah, un jeune exilé afghan, estime avoir été abîmé par l'Europe. © NB

Briançon (Hautes-Alpes).— «*De toute façon, nous n'aurions pas fermé*», lâche Philippe Wyon, assis sur un fauteuil de la MJC de Briançon, les coudes sur les genoux et les mains croisées. Depuis quelques jours, le référent du refuge solidaire de la ville, qui accueille depuis 2017 les exilés traversant à pied la montagne à la frontière franco-italienne, arbore une mine ravie. Le refuge va déménager à l'été 2021 et pourra ainsi poursuivre sa mission, malgré l'absence de soutien des élus locaux.

En août 2020, un courrier signé de la main d'Arnaud Murgia, président de la communauté de communes du Briançonnais (CCB) mais aussi maire Les Républicains de Briançon, leur apprenait que la convention mettant les locaux à leur disposition, tout près de la gare et du col de Montgenèvre, ne serait pas renouvelée (*lire ici notre reportage*).

Un coup dur pour les bénévoles de l'association Refuges solidaires, mais aussi pour leurs soutiens, comme l'association Tous Migrants qui organise des maraudes en montagne afin de porter assistance aux exilés une fois qu'ils ont traversé la frontière

et les achemine ensuite au refuge solidaire pour leur permettre d'être pris en charge avant qu'ils ne poursuivent leur route.



Des jeunes jouant au football devant l'entrée du refuge solidaire à Briançon. © NB

«*En cinq ans, il n'y a jamais eu de troubles à Briançon. C'est bien la preuve que quand on accueille, ça se passe bien*», constate Philippe. Mardi, Refuges solidaires a signé un compromis de vente pour de nouveaux locaux, d'une superficie de 1600mètres carrés, situés sur les hauteurs de la ville, près de l'hôpital. Il s'agira d'un «*tiers lieu*» où d'autres associations pourront s'établir en vue de créer une «*plateforme de la solidarité*».

Mais d'importants travaux de réaménagement doivent être réalisés dès la signature du bail, prévue début juin, dans ce qui était un ancien centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada). Si Refuges solidaires n'a pu compter sur le soutien des élus locaux, de tous bords confondus – un autre lieu avait été trouvé mais le maire, «*de gauche*», s'y est opposé –, deux donateurs privés, à travers le fonds Riace et la Fondation Caritas, ont décidé de sauver le lieu.

«*Chacun a financé un tiers du projet. Le dernier tiers l'a été par une société civile immobilière locale, parce qu'on estimait qu'il était important que les locaux participent aussi*», précise Philippe Wyon, qui voit la liste de leurs soutiens s'allonger. La Fondation Abbé-Pierre finance désormais le poste de Pauline, coordinatrice du refuge.

Ce vendredi 23avril en fin d'après-midi, le référent de Refuges solidaires quitte la MJC pour rejoindre le refuge, situé à deux pas. Il est «*de permanence*» pour la laverie et s'empresse de grimper les escaliers

après avoir franchi la porte d'entrée, pour épauler les bénévoles qui s'activent déjà à la buanderie. Ici, plusieurs machines à laver tournent à plein régime.

À l'extérieur, sur la terrasse, les habits propres prennent le soleil, couchés sur les murets. «Où est mon pantalon noir qui était là?», demande, inquiet, un jeune Marocain dans son dialecte à une bénévole. «On ne peut même pas t'en prêter un, taquine son ami, tu ne rentrerais pas dedans!» Très vite, la terrasse prend vie. Plusieurs exilés prennent place à la table qui offre une vue sur les montagnes.

Avec une bénévole et plusieurs de ses amis, Ezzatollah, un Afghan âgé de 19ans, joue au rami. Les cartes passent d'une main à l'autre, puis forment des suites de nombres fièrement exhibées sur la table, signe que la partie avance. Le sourire du jeune homme, bien que sincère, ne suffit pas à cacher son désarroi.

« Hier soir, je n'étais pas très bien », avoue-t-il le lendemain matin devant le refuge. «L'Europe n'a pas été bonne avec moi. Les rares fois où j'appelle ma mère, elle me dit que j'ai mauvaise mine et m'appelle "old man" [vieil homme – ndlr].» Arrivé au refuge cinq jours plus tôt avec un ami, il évite de près, et à quatre reprises, d'être arrêté par la police en traversant la montagne par le col de Montgenèvre.

Ezzatollah est un ancien du camp de Moria à Lesbos (Grèce), qui a depuis brûlé dans un incendie (*lire notre chronique*). «J'y suis resté un an, j'étais dans la zone pour mineurs.» Il y perd deux amis, âgés d'à peine 12 et 13ans, emportés par la violence qui y règne.

«Un autre s'est suicidé, poursuit-il, les yeux pleins de larmes. Moi-même, j'ai voulu me tuer trois fois.» Depuis, il peine à trouver le sommeil le soir.



Ezzatollah, un jeune exilé afghan, estime avoir été abîmé par l'Europe. © NB

Grèce, Macédoine, Serbie et Bosnie... Peu avant d'arriver en Italie, l'exilé afghan prend une décision radicale : il se brûle les deux index, espérant ainsi que les autorités ne pourront pas prendre ses empreintes et qu'il contournera le règlement Dublin qui contraint les migrants à demander l'asile dans le premier pays par lequel ils pénètrent dans l'Union européenne.

«L'Europe a changé mon visage, mon corps, ma vie», constate-t-il le regard amer, observant les cicatrices sur ses doigts et ses jambes et les ampoules qui déforment ses pieds. Violenté en Grèce, il souffre depuis d'une ouïe altérée de l'oreille gauche. Originaires de Mazâr-é Charîf en Afghanistan, ses parents fuient la menace des talibans et se réfugient en Iran.

Ezzatollah quitte le pays deux ans plus tôt, à la suite de problèmes familiaux qu'il ne détaillera pas. Sa sœur aînée organise son périple en secret. Aujourd'hui, il ne sait où aller. Rester en France? Tenter sa chance en Allemagne? Ou rejoindre le Royaume-Uni? Il veut pouvoir étudier, travailler et se stabiliser «là où c'est le plus simple pour les réfugiés».

Ce samedi matin, il croise deux familles tout juste arrivées, installées dans la petite pièce commune qui jouxte le bureau d'accueil et l'infirmerie. Depuis quelques mois, les bénévoles du refuge constatent un changement de profil parmi les nouveaux arrivants: «Avant, on avait 95% de jeunes hommes originaires d'Afrique de l'Ouest, dont la moitié était des mineurs. Aujourd'hui, on a beaucoup de familles afghanes et

iraniennes, sur plusieurs générations, avec des enfants en bas âge et des personnes âgées», relève Philippe Wyon.

De quoi chambouler l'organisation et le quotidien du refuge, peu habitué à recevoir un tel public. Pour leur offrir davantage de confort, les bénévoles leur proposent d'être hébergées chez des familles solidaires ou dans une salle de la paroisse Sainte-Catherine. En fin de matinée, Ramin, 18ans, sort du bureau d'accueil et retrouve ses parents, sa sœur, ainsi qu'une jeune femme seule prise sous leur aile en Bosnie. La famille est arrivée vendredi soir, sans l'aide de maraudeurs.

Jeanine, une bénévole du refuge, leur propose de la suivre jusqu'à la paroisse. Une autre famille leur emboîte le pas. Elle s'est présentée au refuge au petit matin, avec deux enfants. Dix minutes plus tard, le groupe franchit la porte de la salle Sainte-Thérèse. La bénévole s'empare de plusieurs matelas qu'elle dispose au sol, puis prépare le linge de lit. Les femmes, frigorifiées, s'emmitouflent dans les couvertures qu'on leur tend. Et se murent dans le silence.

Dans le jardin extérieur, Ramin souffle enfin. Il est éreinté. «*Je suis si fatigué que je n'ai pas réussi à dormir hier soir*, dit-il. *On a marché dix heures pour traverser la frontière. À chaque étape difficile, dans la montagne, je devais aider mes proches un par un. On devait souvent se cacher pour ne pas être vus par la police.*» Pour maximiser leurs chances, ils empruntent le chemin le plus ardu, là où la présence policière est moindre.

« On ne peut rien construire dans notre pays, ni étudier ni travailler »

Cheveux ébène, sourcils fournis, Ramin a la moitié du visage camouflé par un masque FFP2. Il est fier du tee-shirt qui recouvre ses épaules, aux couleurs de l'équipe de France de football, qui lui a été donné au refuge. «*À Kaboul, j'étais parfumeur*», sourit-il, ajoutant avoir dû partir à la suite de «*problèmes personnels*». Son père, assis au soleil près de lui, l'écoute sans dire un mot. «*On a d'abord été en Iran puis en Turquie*

et en Grèce. L'Organisation internationale pour les migrations [OIM] nous a acheminés à Thessalonique, dans un camp de migrants.»

Ensemble, ils traversent les frontières macédonienne, serbe et bosnienne à pied, en bus ou en camion. «*C'était très difficile à la frontière croate. Chaque jour, on tentait notre chance mais la police nous refoulait. Elle nous fouillait et volait nos téléphones, quand elle ne les cassait pas sous nos yeux.*» Ils parviennent à franchir la frontière après 40 tentatives. «*Ils ont pris nos empreintes là-bas, puis en Slovénie.*»



Deux familles, l'une afghane, l'autre du Kurdistan iranien, sont mises à l'abri à la paroisse Sainte-Catherine. © NB

À Clavières (Italie), près de la frontière avec la France, la famille est arrêtée à deux reprises par la police. Le jeune homme explique aux agents que sa petite sœur, âgée de 16ans, a un cancer du sein. Elle est affaiblie et essoufflée. «*Ils m'ont dit: "OK, on a un docteur qui va l'examiner."* Mais en fait, ils n'ont rien fait pour elle, soupire Ramin. *Je ne comprends pas pourquoi ils ferment les frontières. On est juste des êtres humains qui veulent se réfugier dans un lieu sûr et travailler.*»

La seconde famille, originaire du Kurdistan iranien, se repose jusqu'au lendemain. Samedi après-midi, Camille, infirmière et bénévole à Médecins du Monde, tient une permanence pour les exilés au refuge. «*Effectivement, on a de plus en plus de familles et de bébés*, confirme-t-elle. *Je me souviens aussi d'un homme âgé d'une soixantaine d'années.*»

À 18 heures, Pauline et Laetitia, deux bénévoles, lancent la préparation du repas dans le réfectoire. Plusieurs exilés marocains mettent la main à la pâte: du rap marocain en arrière-plan, ils épluchent et coupent les légumes, remuent la pâte du gâteau au

chocolat, débarrassent les tables, font la vaisselle et passent le balai. Depuis l'automne dernier, ils sont plus nombreux qu'avant.

« On a dû s'adapter à ça aussi. En mars, on était vraiment surchargés », explique Philippe Wyon. En témoignent les matelas empilés aux quatre coins de la salle à manger, prêts à être installés le soir, lorsque le repas est terminé. « On prend aussi en compte le ramadan. Ou bien on fait deux services, ou bien ils prennent leur assiette qu'ils mangent plus tard », complète Pauline.

Peu avant l'heure du *ftour* (repas de la rupture du jeûne), c'est l'effervescence. Les effluves de *hrira* (soupe traditionnelle algérienne et marocaine) s'échappent des grosses marmites en cuisine. Les jeunes hommes ajoutent des épices avant de remuer. Ayoub, 24 ans, évoque son parcours. « J'ai quitté le Maroc parce que je ne voulais pas finir en prison comme plusieurs de mes amis », lance ce Sahraoui originaire de Guelmim.

Étudiant durant quatre ans à l'université d'Agadir, Ayoub manifeste à maintes reprises pour revendiquer davantage de droits pour sa région natale. « Un ami militant a été tué par la police secrète. Très souvent, nos rassemblements étaient réprimés dans la violence. » La perspective du chômage, aussi, le pousse au départ. « Je ne voulais pas être une charge pour mes parents, qui ont déjà des problèmes de santé. Je suis donc parti par la Turquie, sans visa. » Il traverse ensuite l'Europe en passant par l'Albanie. Il emprunte « le triangle », une route récente qui implique un détour par la Roumanie.

À table, les récits se suivent et se ressemblent. Certains des Marocains sont là depuis un, voire deux mois, bloqués par la pandémie qui a réduit les possibilités de transport, ou par manque de projets.



Vers 19 heures, les bénévoles du refuge solidaire servent le repas aux exilés. © NB

Nabil*, qui préparait un peu plus tôt la *hrira*, se désole du chômage et de la corruption qui gangrènent le Maroc. « On ne peut rien construire dans notre pays, ni étudier ni travailler. » Et Hicham, les cheveux coiffés en arrière, d'enchaîner: « Je suis parti à cause de la pauvreté. Quand tu gagnes l'équivalent d'un ou deux euros par jour, qu'est-ce que tu veux faire? »

Ce diplômé en mécanique, devenu coiffeur à Oujda faute de travail stable, espère s'installer à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), qu'il surnomme « *sa3douni* » (« Aidez-moi ») pour plaisanter. Tous sont d'abord partis pour la Turquie par avion, sans visa, puis ont traversé la frontière avec la Grèce. « La Croatie, c'était l'horreur », souffle Hicham. « La police te vole toutes tes affaires, te laisse en caleçon et te repousse vers la rivière. » Nabil acquiesce, encore effaré. « Parfois, ils te laissent avec les menottes. Beaucoup sont morts noyés dans cette rivière. »

En Albanie et en Bosnie, tous évoquent des « gens bons et généreux ». Mais si c'était à refaire, même sans avoir à payer le trajet, ils ne referaient pas la route des Balkans. « C'est trop dur et trop long. On a tous passé en moyenne un an sur la route, à dormir dehors, dans la montagne, à marcher des centaines de kilomètres, à se cacher dans des camions », détaille Nabil avant d'évoquer le cas des sept hommes originaires d'Afrique du Nord retrouvés morts dans un conteneur au Paraguay, en octobre dernier, quatre mois après avoir quitté la Serbie.

« On a pris cette route car par l'Espagne, c'est devenu quasi impossible, se justifie un autre. Ils ont serré les boulons et si on est arrêtés, c'est directement la prison. » En fin de soirée, certains jouent de la guitare, d'autres sirotent un thé. Hicham prépare ses affaires: demain, il rejoint la capitale pour une nouvelle vie.

Dimanche matin, la seconde famille quitte la salle Sainte-Thérèse pour prendre le petit-déjeuner au refuge. Kazhal*, 10ans, se régale de tartines et d'une clémentine qu'elle met à nu. Les cheveux gris, le père de famille, Omid*, se laisse aller à un peu d'autodérision: « Je crois que le trajet était trop long pour mon âge. Je ne suis pas habitué à marcher autant... »

Cet architecte de profession, accompagné de ses deux enfants, a dû fuir l'Iran à la suite de menaces de mort. « Je n'ai pas eu le choix », assure-t-il, retenant le flot de larmes qui envahit soudain ses yeux noirs. Son neveu, âgé de 26ans, Akoo*, l'accompagne, lui et ses enfants. « Mon père est activiste et je commençais à être en danger. Sans compter que je n'arrivais pas à trouver du travail à cause de ça. »

Après avoir échoué à traverser par bateau depuis la Turquie, il part le premier, par la route des Balkans. « Mon voyage a duré deux mois et demi, dans la neige et le froid. » Lui aussi emprunte « le triangle »

pour éviter la Croatie. En Autriche, il prévient la famille, restée en Turquie, que la route est « trop dangereuse ». Celle-ci parvient à faire la traversée par la mer jusqu'en Italie.

« Le bateau bougeait beaucoup, les enfants étaient terrifiés et n'arrêtaient pas de pleurer », se souvient leur père, ajoutant que sept femmes étaient à bord. Akoo regarde sur son smartphone la carte GPS où de petits points rouges indiquent chacun de ses points de passage. « On s'est retrouvés à Oulx à 19 heures vendredi. On a marché de nuit, dans le noir, pour rejoindre Briançon par le col de Montgenèvre. On tenait chacun un enfant par la main. Ils étaient épuisés. On faisait des pauses toutes les dix minutes et on leur répétait qu'on y était presque. »

Les statistiques anonymisées de l'association Refuges solidaires montrent une hausse des arrivées d'Afghans, d'Iraniens, de Marocains et d'Algériens en 2020 et jusqu'au 31 mars 2021. 429 femmes et enfants de moins de 13ans sont passés par le refuge de Briançon en mars, soit le double par rapport à février et janvier 2021. Le refuge continuera d'accueillir jusqu'au déménagement l'été prochain.

Boîte noire

* Le prénom a été modifié.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.